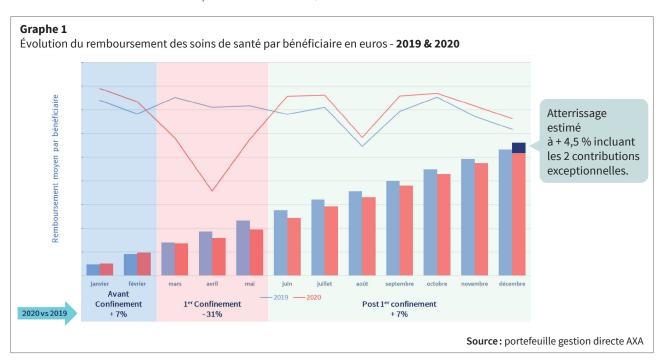


Paroles d'expert -Note détaillée

Covid-19: quels impacts après plus d'un an de crise sanitaire et économique?

IMPACTS SUR LA CONSOMMATION MÉDICALE DES RÉGIMES INDIVIDUELS SANTÉ

L'addition des effets du 100 % santé et de la crise sanitaire complexifie la lecture des statistiques de consommation. Mais avec plus d'an de recul, certains constats se dessinent.



On observe 3 périodes distinctes en 2020.

Période précédant le 1er confinement janvier à mars 2020

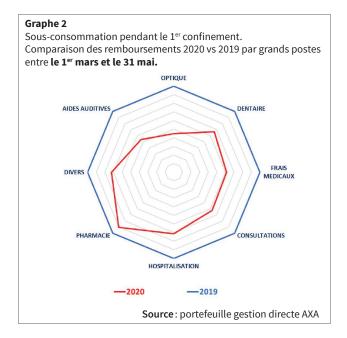
La consommation médicale était soutenue par un fort succès du 100 % notamment en dentaire et enregistrait une sensible hausse des remboursements des prothèses auditives.

Au global, la tendance était nettement à la hausse avec une augmentation marquée par les évolutions réglementaires: +7 % en 2020 par rapport à 2019 sur cette même période.

Période du 1er confinement mars 2020 à mai 2020

Lors de ce 1^{er} confinement, à l'exception du personnel hospitalier, une grande partie des professionnels de santé ont considérablement réduit leurs activités. De plus, les mesures barrières mises en place ont ralenti la propagation des épidémies saisonnières.

En conséquence, les remboursements de soins ont été fortement réduits sur l'ensemble des grands postes. Sur le poste hospitalisation, les séjours habituels ont laissé place à la prise en charge de patients atteints du COVID 19, soins remboursés à 100 % par la Sécurité sociale.



Au global, cette période inédite a réduit de 31 % la consommation médicale en 2020 par rapport à 2019 sur les mêmes mois.

Période post 1er confinement juin 2020 à décembre 2020

Malgré un 2° confinement en automne, il n'y a pas eu de moindre consommation comme au printemps. Cette période est marquée par un fort rattrapage de consommation médicale, accélérée par les impacts du 100 % santé:

• Optique & Dentaire

En forte hausse par rapport à 2019, ce constat repose sur un fort report de consommation et les effets du 100 % santé, qui sur les régimes individuels, sont très coûteux.

Frais médicaux

Malgré la prise en charge à 100 % des tests anticovid par la Sécurité sociale, la crise sanitaire renforce les besoins de kinésithérapie, de radiologie et d'actes techniques médicaux.

Hospitalisation

Sans aucun doute, le poste le plus bouleversé par la crise: plusieurs cycles d'arrêts/reprises des hospitalisations hors Covid. Depuis juin 2020, on observe une hausse des chambres particulières, du forfait hospitalier et une inflation importante des honoraires de consultation et des frais de séjours.





Consultations

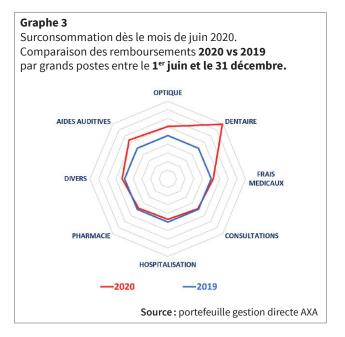
La hausse du recours à la téléconsultation médicale (AXA + hors AXA avec une prise en charge à 100 % par la SS) impacte sensiblement ce poste malgré la réduction du nombre de consultations en présentiel.

Pharmacie

L'absencedemédicamentsanti-covidcombinée à une importante réduction des maladies saisonnières (grippe, gastro-entérites...) réduit la consommation pharmaceutique.

Aides auditives

2020 n'est pas la véritable année du 100 % en audiologie mais la réduction du reste à charge est effective et le taux d'équipement était déjà en nette hausse.



Au global sur cette période, on observe une forte hausse sur les 3 postes concernés par le 100 % Santé: le dentaire, l'optique et audiologie.

Quel bilan après 1 an de crise sanitaire pour les régimes individuels en santé?



Malgré la moindre consommation médicale du printemps 2020, les contributions exceptionnelles mises en place par les pouvoirs publics pour financer la crise sanitaire, les reports de consommation depuis juin 2020 additionnés des impacts du 100 % santé augmentent sensiblement le coût de l'assurance avec **un atterrissage global attendu de + 4,5** % **en 2020 par rapport à 2019.**

Cette trajectoire de forte consommation médicale se poursuit en 2021 avec une trajectoire encore plus marquée que celle observée depuis juin 2020 notamment en dentaire. À cela s'ajoute également les coûts du déploiement du 100 % en audiologie depuis le 1er janvier 2021, avec 6 fois plus de prothèses auditives remboursées par rapport à 2019.

IMPACTS SUR LA CONSOMMATION MÉDICALE DES RÉGIMES COLLECTIFS EN SANTÉ

Comme sur le périmètre santé individuelle, 2020 aurait dû être la grande année du 100 % santé. Mais la crise sanitaire a, là aussi, déformé les habitudes de consommation médicale. Les effets sont différents car les garanties sont en général plus haut de gamme, mais on observe également 3 périodes distinctes en 2020. De plus, la spécificité de la portabilité sur les contrats collectifs a sensiblement contribué à accentuer la déformation des résultats.



Tout comme en santé individuelle, on observe 3 périodes distinctes en 2020.

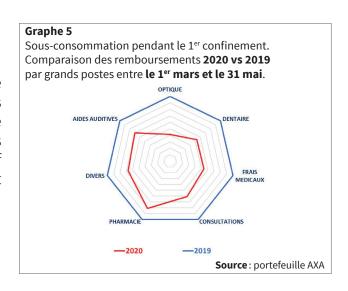
Période précédant le 1er confinement janvier à mars 2020

La réforme du 100 % santé étant économiquement favorable aux régimes haut de gamme, cette dernière a compensé l'inflation médicale sur les deux premiers mois de l'année 2020 par rapport à 2019.

Au global, la tendance était donc la même entre 2020 et 2019 sur cette même période.

Période du 1er confinement mars 2020 à mai 2020

Comme en individuel, la baisse d'activité des professionnels de santé a réduit les remboursements. Mais cette baisse a été ressentie dans une plus grande ampleur, car les garanties haut de gamme du périmètre collectif sont principalement concentrées sur l'optique et le dentaire.



Au global cette période inédite à réduit de 44 % la consommation médicale en 2020 par rapport à 2019 au printemps 2019.

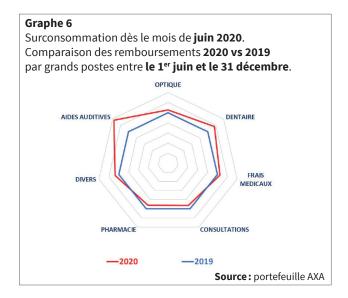
3

Période post 1er confinement juin 2020 à décembre 2020

Malgré un 2e confinement en automne, il n'y a pas eu de moindre consommation comme au printemps.

Cette période est marquée par un fort rattrapage de consommation médicale et les impacts du 100 % santé.

Par poste, l'analyse est proche du périmètre en santé individuelle, avec des amplitudes différentes, notamment en dentaire pour lequel la réforme 100 % santé représente un surcoût de moindre ampleur.



Au global sur cette période, on observe une consommation quasi à l'identique avec 2019 avec une déformation sur 2 postes concernés par le 100 % Santé: le dentaire et encore plus marquée sur l'audiologie.

Impact de la portabilité - une spécificité sur les contrats collectifs

Dès 2020, nous observons une forte hausse du nombre de bénéficiaires en portabilité +16 %. Cependant, comme pour les salariés, leur consommation de frais de soins est en baisse sur l'ensemble de l'année 2020. Cela permet de neutraliser les effets de la crise économique sur le surcoût de portabilité en 2020.

En 2021, la croissance du nombre de bénéficiaires en portabilité se poursuit, la durée moyenne d'indemnisation par le pôle emploi s'allonge et la consommation médicale est soutenue. Le surcoût au titre de la portabilité est désormais bien réel. Cet effet risque d'être accentué sur la fin de l'année 2021 et en 2022 avec la fin des aides publiques auprès des entreprises.



Quel bilan après 1 an de crise sanitaire pour les régimes collectifs en santé?



La tendance à la hausse se poursuit sur la même trajectoire depuis juin 2020 sur l'ensemble des postes. Elle tend même à s'accélérer en dentaire avec une hausse de plus de 15 % des prestations remboursées au 1^{er} semestre 2021 par rapport au 1^{er} semestre 2019. Le succès du 100 % santé s'observe également en audiologie avec 2 fois plus de prothèses auditives remboursées par rapport à 2019.

Indiscutablement, la période du printemps 2020 a généré en moyenne une économie en santé collective. Cependant, la hausse des dépenses de santé observée sur les 1^{er} mois de 2021, le surcoût de la portabilité et la trajectoire de report de consommation médicale observée depuis juin 2020 ont absorbé en totalité cette économie.

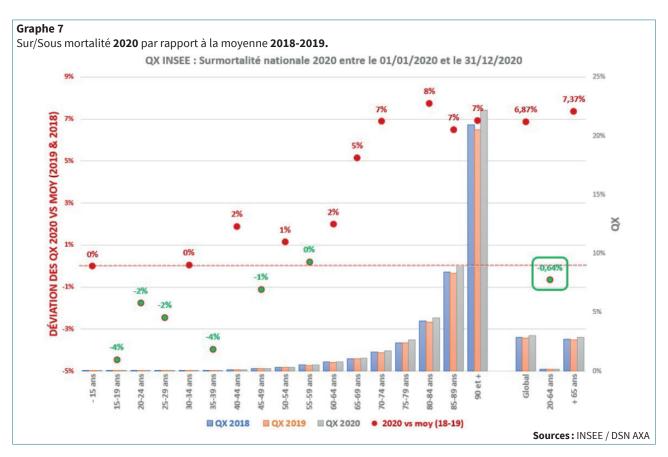
L'addition de l'ensemble de ces facteurs constitue indéniablement une hausse du besoin de financement à court terme des organismes complémentaires à l'assurance maladie (OCAM), afin de préserver leur fragile équilibre économique. Tout comme sur les régimes de santé, la crise sanitaire a eu un fort impact sur les régimes de prévoyance notamment sur les arrêts de travail. À plus long terme, la dégradation de l'état général de santé des Français risque également de détériorer le plus les résultats de ce type de contrats.

Quel impact sur la mortalité?

Les maladies saisonnières de l'hiver 2019/2020 et notamment la grippe n'ont pas été virulentes. C'est dans un contexte d'une légère baisse de la mortalité au niveau national que la pandémie mondiale a donc atteint la France.

Cette période favorable a malheureusement laissé ensuite place à une importante vague de décès dès le printemps 2020 parmi les populations âgées. À l'inverse, le confinement strict du printemps 2020 a réduit le nombre d'accidents du travail et de la route et par conséquent, le nombre de décès.

Si la mortalité moyenne nationale a augmenté de 6,9 %, a contrario, la population active a connu une moindre mortalité de 0,64 % en 2020.

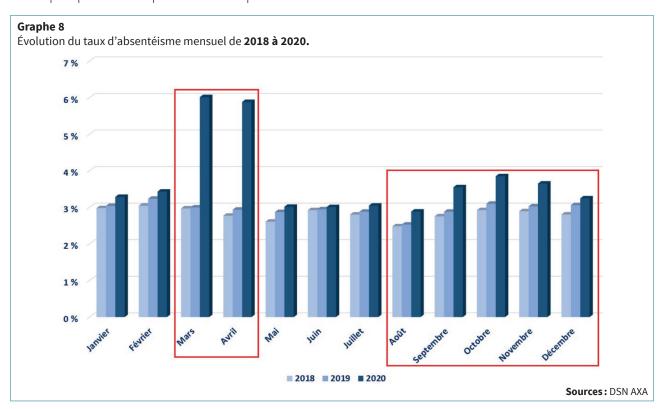


Quel impact sur l'absentéisme?

Depuis plusieurs années, la tendance était déjà à la hausse sur le taux d'absentéisme dans les entreprises, principalement pour des arrêts de travail de courte durée.

La crise sanitaire n'a naturellement pas inversé cette tendance de fond. Le taux d'absentéisme a bondi lors du 1^{er} et 2^e confinement en 2020 et s'est traduit par une augmentation d'environ 30 % du nombre d'arrêts de travail. Ces arrêts de travail conjoncturels, qui s'ajoutent à la tendance de fond, ont une durée relativement courte (< 45 jours).

La population non-cadre a été principalement été concernée. En effet, les cadres ont eu plus souvent pu avoir recours au télétravail. De surcroît, nous observons sur nos portefeuilles que les arrêts survenus en 2019 et toujours en cours à la veille de crise sanitaire ont un taux de retour à l'emploi plus faible que les années précédentes.



Au global, l'addition de ces effets conduit à une augmentation significative du risque arrêt de travail.



Quel bilan après 1 an de crise sanitaire pour les régimes collectifs en prévoyance?



Même si la hausse de la mortalité due au COVID a peu impacté l'équilibre des régimes de prévoyance, car touchant en majorité les populations âgées, celui-ci a été mis à mal par l'augmentation significative de l'absentéisme du fait de l'accélération du nombre d'arrêts de travail dans la population active.

Au final, on peut constater que **l'état de santé de la population française s'est détérioré** principalement du fait de la non prise en charge des pathologies hors Covid depuis mars 2020, avec un report massif des interventions chirurgicales, des traitements contre le cancer... Ces reports de prise en charge devraient engendrer une concentration des coûts et surtout une hausse du nombre d'actes de soins dès lors que les hôpitaux retrouveront plus de places. À plus long terme, cet effet aura probablement aussi un impact défavorable sur l'ensemble des risques en prévoyance (augmentation des décès, de l'incapacité de travail et de l'invalidité).

Par ailleurs, sur une partie significative de la population active, on observe **une dégradation de leur santé psychologique.** La modification rapide et souvent subie de l'organisation du travail et des habitudes professionnelles a impacté leur motivation. Pour certains, la généralisation du télétravail a renforcé les situations d'isolement. La perte du lien social a contribué à l'émergence de souffrances et de détresse psychologique. À court terme, ce phénomène devrait renforcer l'absentéisme et augmenter le besoin de soins médicaux.

Une hausse du besoin de financement sur les contrats santé et prévoyance collective

Au final, la pandémie a provoqué une addition de facteurs sanitaires et économiques, auxquels s'est ajouté le poids du vieillissement de la population active.

Le cumul de ces éléments a engendré une hausse de la consommation de soins ainsi qu'une dégradation de l'état de santé des Français. Ce phénomène risque de perdurer sur plusieurs années...

Même si certains facteurs réduisent les risques, d'autres plus nombreux ont augmenté le besoin de financement sur les contrats prévoyance et santé.

Fort de ces constats, il est inévitable de devoir procéder à une hausse des cotisations de la protection sociale des salariés. C'est à ce prix que nous préserverons dans le temps l'équilibre économique de nos contrats.

Quelles perspectives d'ici 2022?

Le choc de la crise sanitaire ne sera probablement pas totalement absorbé d'ici 2022.

Les facteurs réduisant le besoin de financement sont principalement:

- Les mesures barrières qui ralentissent la propagation des épidémies saisonnières comme la grippe, les gastro-entérites, les rhinopharyngites etc. Ces évolutions pourraient réduire les coûts médicaux et l'absentéisme de courte durée, si cette nouvelle hygiène de vie perdure en France.
- À plus long terme, **la découverte et l'expérience mondiale de vaccination de type ARN.**Elle constitue un progrès sanitaire considérable donnant de grands espoirs pour la médecine de demain avec une potentielle réduction des risques de cancer ou de la séropositivité.
- La généralisation du télétravail durant cette crise sanitaire a permis de tester en conditions réelles les possibilités de travailler à distance. Cette nouvelle organisation du travail devrait offrir une plus grande souplesse pour les personnes souffrant de certaines pathologies et, là encore, potentiellement réduire l'absentéisme de certaines professions.

A contrario, les facteurs augmentant le besoin de financement sont plus nombreux et plus pénalisants:

- L'inflation médicale devrait se renforcer. La trajectoire de l'ONDAM sera revue à la hausse afin de financer une meilleure rémunération des professionnels de santé ainsi que la modernisation des équipements de soins. (Cf. Loi SEGUR). En tant qu'acteur économique, les complémentaires santé participeront à ce financement.
- Les pouvoirs publics prévoient d'augmenter la contribution exceptionnelle Covid 2021 afin d'aider à réduire le déficit de la Sécurité sociale, largement aggravé par la crise sanitaire.
- La campagne de vaccination en cours est prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale. Ce financement pourrait être revu dès lors que nous entrerons dans un cycle de vaccination annuel, à l'image du vaccin contre la grippe.
- Le déploiement de la Réforme « 100 % santé » atteindra son objectif peu à peu en audiologie. La consommation en soins auditifs connaîtra une augmentation progressive du taux d'équipement, y compris sur la population active. On peut donc s'attendre à un fort impact sur la consommation tant en termes de montant que de fréquence.